



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

189 Prince William St Rm 405
189, rue Prince William, pièce 405
Saint-John, NB E2L 2B9
Bid Fax: (506) 636-4376

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of
Canada, in accordance with the terms and conditions set
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,
services, and construction listed herein and on any attached
sheets at the price(s) set out therefor.

Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Saint John, NB (STJ)
189 Prince William St., Rm 405
189, rue Prince William, Pc 405
St. John, NB E2L 2B9

| | |
|--|--|
| Title - Sujet Snow/Ice & Lawn Maint. - Newcastle | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-175298/A | Date 2017-01-03 |
| Client Reference No. - N° de référence du client W6837-175298 | GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$STJ-005-4063 |
| File No. - N° de dossier STJ-6-39163 (005) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-19 | |
| Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lomax, Sandra | Buyer Id - Id de l'acheteur stj005 |
| Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-4362 () | FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE REAL PROPERTY OPERATIONS DETACHMENT 238 CHAMPLAIN AVENUE, BLDG. B18 OROMOCTO New Brunswick E2V4J5 Canada | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

**CONTRACT DE SERVICE
ENLÈVEMENT DE LA NEIGE ET DE LA GLACE ET TONTE
DES PELOUSES / ENTRETIEN PAYSAGER
MANÈGE MILITAIRE NEWCASTLE À MIRAMICHI (N.-B.)**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Exigences en matière d'assurance
- 2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation et Méthode de Sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1. Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 6.7 Paiement
- 6.8 Instructions relative à la facturation
- 6.9 Attestations
- 6.10 Lois applicables
- 6.11 Ordre de priorité des documents
- 6.12 Exigences en matière d'assurance

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Liste des annexes

Annexe "A" Critères d'évaluation et méthode de sélection

Annexe "B" Base de paiement

Annexe "C" Exigences en matière d'assurance

Annexe "D" List Complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs
du soumissionnaire

Annexe "E" Devis

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Les travaux visés par le présent contrat de services consistent à fournir la main-d'oeuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires au déneigement et au déglçage (D et D), à la tonte de la pelouses et à l'entretien paysager au manège militaire Newcastle, situé à Miramichi (Nouveau-Brunswick), au besoin et de la façon prescrite ci-après.

Le présent contrat de services s'appliquera du 1er mai 2017 au 31 mars 2018 et il s'accompagne de deux options de renouvellement d'un an chacune.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2015-07-03) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du guide des CCUA

A0220T - Évaluation du prix (2014-06-26)

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent parvenir au bureau prévu à cette fin au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Toute soumission reçue en retard est renvoyée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

- (a) Tous les renseignements requis doivent être compris dans la soumission et présentés dans la forme prescrite.
- (b) Il faut préciser le numéro d'appel d'offres / numéro de projet et la description des travaux proposés.
- (c) Il faut préciser la date et l'heure de clôture de l'appel d'offres.
- (d) La soumission doit être reçue avant l'heure de clôture de l'appel d'offres à l'endroit prévu à cette fin et au NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR 506-636-4376.

NOTA : SOUMISSIONS TRANSMISES PAR TÉLÉCOPIEUR

Seule une erreur de la part du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut justifier le retard dans la transmission des soumissions par télécopieur. Aucune raison quelle qu'elle soit, comme les erreurs d'acheminement, le volume de trafic ou les perturbations météorologiques, ne peut justifier le retard dans la transmission des soumissions.

Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Suite 405
189 rue prince william
Saint John, (Nouveau-Brunswick)
E2L 2B9

NOTA : L'APPEL D'OFFRES N'EST PAS L'OBJET D'UN DÉPOUILLEMENT PUBLIC.

2.3 Ancien fonctionnaire – A3025 (2014-06-26)

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;

- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur à l'île du Nouveau-Brunswick les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Exigences en matière d'assurance – G1007T (2011-05-16)

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C »

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable

2.7 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation – A0285T (2012-07-16)

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Aucune soumission technique n'est requise.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'Évaluation et Méthode de Sélection

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation et la méthode de sélection indiqués à l'annexe A et la Base de paiement indiquée à l'annexe B. Les soumissions seront évaluées conformément au marché complet, y compris les critères d'évaluation technique et financière.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

1. L'entrepreneur doit être une entreprise établie avec au moins trois (3) années d'expérience reconnue en nettoyage de tapis ou avoir recours aux services d'un sous-traitant qui l'est. Preuve de tels est nécessaire dans les sept (7) jours de la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat.
2. Les employés de l'entrepreneur doivent avoir reçu une formation et posséder la certification minimale relative au système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT). Preuve de tels est nécessaire dans les sept (7) jours de la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

- L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat de service, y compris les gestionnaires, les superviseurs et les ouvriers. Il doit remettre cette liste au représentant du Génie dans les cinq jours ouvrables suivant le début du contrat ainsi que chaque fois qu'un changement est apporté par la suite.
- L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles que définies par la Police militaire.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « E ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010C](#) (2015-09-03), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du le 1 mai 2017 au le 31 mars 2018.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Sandra Lomax
Titre : Officier d'Approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Adjudication de marchés immobiliers
Addressee: 189 rue Prince William, Saint John, N.-B., E2L 2B9
Téléphone : (506) 636-4362
Télécopieur : (506) 636-4376
Courriel : sandra.lomax@tpsgc.gc.ca

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :

Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :

Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

6.6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des

rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement

La base de paiement est prévue à l'annexe "B:" et à l'article 12, Période de paiement, du document 2010C (2014-09-25), Conditions générales - services (complexité moyenne).

6.7.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiement mensuel

Clause du Guide des CCUA [H1008C](#) (2008-05-16), Paiement mensuel

6.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10, Présentation des factures, du document 2010C (2015-09-03), Conditions générales - services (complexité moyenne).

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2015-09-03);
- c) Annexe E, Devis;
- d) Annexe B, Base de paiement

- e) toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation.
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.12 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe "C".
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat.
Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

1. Critères obligatoires

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de services, l'entrepreneur doit fournir la preuve qu'il détient une assurance responsabilité civile générale de 2 000 000 \$.
5. L'entrepreneur doit être une entreprise établie de services d'entretien de terrain possédant au moins trois (3) années d'expérience dans les domaines du déneigement et du déglacage, de la tonte de pelouses et de l'entretien paysager. Preuve de tels est nécessaire dans les sept (7) jours de la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat.
6. Tous les conducteurs d'équipement de déneigement et de déglacage doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement en question.
7. Tous les employés se servant de l'équipement de tonte de pelouse et d'outils de coupe doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement en question.
8. Tous les employés doivent avoir reçu la formation nécessaire sur les méthodes à utiliser pour faire le plein de carburant et intervenir en cas de déversement accidentel et sur l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.

9. 2007/05/25 A0069T Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Le soumissionnaire doit fournir des prix/taux fermes pour la durée du contrat pour tous les articles énumérés ci-après. Le barème des prix unitaires sera considéré comme étant la proposition financière du soumissionnaire.

Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les frais généraux, les bénéfices et toute autre obligation financière.

Les prix indiqués dans le barème des prix unitaires comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS ou de TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat.

Sollicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La quantité estimative indiquée à la quatrième colonne pour chaque article n'est qu'une estimation des services sur demande; cette estimation ne suppose par que toute la quantité d'un article sera utilisée ou qu'il n'en faudra pas plus.

NOTA: LES SOUMISSIONS SERONT ÉVALUÉES EN FONCTION DU MONTANT TOTAL POUR LA PREMIÈRE PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT, PLUS LES ANNÉE D'OPTION. TOUTEFOIS, TOUTE ATTRIBUTION DE CONTRAT VISER A LA PÉRIODE ALLANT DE 1 MAI 2017 AU 31 MARS 2018

| Article No° | CLASSE DE SERVICE | Unité de mesure | Quantité estimée | A terme 1 Mai 2017 au 31 Mars, 2018 | | B terme 01 Avril, 2018 au 31 Mars, 2019 | | C terme 01 Avril, 2019 au 31 Mars, 2020 | |
|-------------|---|-----------------|------------------|---|----------------------|---|----------------------|---|----------------------|
| | | | | Prix par unité | Prix total estimatif | Prix par unité | Prix total estimatif | Prix par unité | Prix total estimatif |
| 1 | Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou de verglas, ou selon les besoins, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire Newcastle. | Mois | 5 | | | | | | |
| 2 | Prix par occurrence pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, à la demande de l'ingénieur, au manège militaire Newcastle, conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril. | par occurrence | 5 | | | | | | |
| 3 | Taux horaire pour le déneigement de la propriété du MDN et le transport de la neige à un emplacement approuvé par la province, quand l'ingénieur le demande. | heures | 40 | | | | | | |
| 4 | Tarif mensuel pour la tonte des pelouses de toutes les aires du manège militaire Newcastle figurant dans l'annexe B, des mois de mai à septembre. | Mois | 5 | | | | | | |
| 5 | Prix unitaire pour la coupe et la taille des pelouses au manège militaire Newcastle, conformément à l'annexe B, quand l'ingénieur le demande. | par occurrence | 5 | | | | | | |
| 6 | Taux horaire pour l'entretien paysagé, quand l'ingénieur le demande. | heures | 40 | | | | | | |

| Article No° | CLASSE DE SERVICE | Unité de mesure | Quantité estimée | A terme | | B terme | | C terme | |
|--|---|--------------------|---------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------|
| | | | | Prix par unité | Prix total estimatif | Prix par unité | Prix total estimatif | Prix par unité | Prix total estimatif |
| 7 | Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de majoration. | _____% | 5 000.00 | | | | | | |
| Montant total estimé utilisé pour l'évaluation | | | | | | | | | |
| TOTAL POUR LE PREMIER TERME ET D'OPTIONS ANNÉES (A, B, et C) | | | | | | | | | |

ANNEXE «C»
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains

sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Annexe "D" –
List complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du
soumissionnaire**

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES :

**INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE**

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-175298/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6837-175298

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STJ-6-39163

Buyer ID - Id de l'acheteur
stj005
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE «E»

DEVIS



**DÉTACHEMENT DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES
(GAGETOWN) DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
NATIONALE
BS 5 DIV C GAGETOWN**

DEVIS DESCRIPTIF

**CONTRAT DE SERVICES
ENLÈVEMENT DE LA NEIGE ET DE LA GLACE ET TONTE
DES PELOUSES / ENTRETIEN PAYSAGER
MANÈGE MILITAIRE NEWCASTLE À MIRAMICHI (N.-B.)
DU 1^{ER} MAI 2017 AU 31 MARS 2018
AVEC DEUX OPTIONS DE RENOUVELLEMENT
D'UN AN CHACUNE**

Conception

**Inspecteur des
incendies**

O projet

O Génie

PF n° :

Contrat L-N30/1-9301/112

n° :

Date : 2016-08-17

| | | |
|------------------------------------|--------------|-------------------------|
| DÉFENSE NATIONALE | INDEX | SECTION 00 01 11 |
| CONTRAT N° L-N30/1-9301/112 | | PAGE 1 |
| BS 5 DIV C GAGETOWN (N.-B.) | | 2016-08-17 |

| <u>Section</u> | <u>Titre</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------|--------------|
| <u>Division 00 - Exigences relatives à l'approvisionnement et à l'adjudication des marchés</u> | | |

| | | |
|----------|---|---|
| 00 21 13 | Instructions à l'intention des soumissionnaires | 8 |
|----------|---|---|

Division 01 - Exigences générales

| | | |
|----------|--|---|
| 01 35 30 | Exigences en matière de santé et de sécurité | 2 |
| 01 35 35 | Exigences du MDN en matière de sécurité incendie | 3 |
| 01 35 43 | Procédures d'ordre environnemental | 1 |

Liste des annexes

| | | |
|----------|--|---|
| Annexe A | Plan de l'emplacement du manège militaire Newcastle - Enlèvement de la neige | 1 |
| Annexe B | Plan de l'emplacement du manège militaire Newcastle - Tonte des pelouses | 1 |

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent contrat de services consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires au déneigement et au déglacage (D et D), à la tonte de la pelouses et à l'entretien paysager au manège militaire Newcastle, situé à Miramichi (Nouveau-Brunswick), au besoin et de la façon prescrite ci-après.
- .2 Le manège militaire Newcastle est situé au 305, rue George, à Miramichi (Nouveau-Brunswick).

1.02 DURÉE DU CONTRAT

- .1 Le présent contrat de services s'appliquera du 1^{er} mai 2017 au 31 mars 2018 et il s'accompagne de deux options de renouvellement d'un an chacune.

1.03 RÉFÉRENCES

- .1 Partie II du *Code canadien du travail*.
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991.
- .3 *Code canadien de l'électricité*, CSA C22.1-12.

1.04 QUALIFICATIONS

- .1 L'entrepreneur doit être une entreprise établie de services d'entretien de terrain possédant au moins trois (3) années d'expérience dans les domaines du déneigement et du déglacage, de la tonte de pelouses et de l'entretien paysager. La preuve à cet effet doit être fournie à TPSGC avant l'attribution du contrat.
- .2 Tous les conducteurs d'équipement de déneigement et de déglacage doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement en question.
- .3 Tous les employés se servant de l'équipement de tonte de pelouse et d'outils de coupe doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement en question.
- .4 Tous les employés doivent avoir reçu la formation nécessaire sur les méthodes à utiliser pour faire le plein de carburant et intervenir en cas de déversement accidentel et sur l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.

1.05 INGÉNIEUR

- .1 Aux fins du présent devis descriptif, l'ingénieur est défini comme étant le commandant du détachement des opérations immobilières (Gagetown) ou un représentant désigné. Ses coordonnées sont les suivantes :
 - Bureau des contrats
 - 5^e Unité des Services du génie

Bâtiment B18
BFC/USS Gagetown
C.P. 17000, succ. Forces
Oromocto (N.-B.)
E2V 4J5
Téléphone : 506-422-2677
Télécopieur : 506-422-1248

1.06 DOCUMENTS NÉCESSAIRES

- .1 L'entrepreneur doit conserver en tout temps un exemplaire des documents suivants sur le lieu de travail :
 - .1 devis descriptif;
 - .2 addenda;
 - .3 registre du carburant et de l'équipement.

1.07 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 C'est l'ingénieur qui décide de l'accès au lieu de travail.
- .2 Les déplacements autour du lieu de travail sont assujettis aux restrictions imposées par l'ingénieur.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas déraisonnablement encombrer les lieux de matériaux ou d'équipement.
- .4 L'entrepreneur peut entreposer sur place de l'équipement de déneigement, de déglacage et de tonte de pelouses en fonction de ce que décide l'ingénieur et à sa discrétion.

1.08 ÉLECTRICITÉ ET EAU

- .1 Le MDN peut fournir, gratuitement, une alimentation temporaire en eau et en électricité aux fins du présent contrat de services.
- .2 L'ingénieur déterminera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'entrepreneur doit obtenir la permission écrite de l'ingénieur avant de se brancher à l'un ou l'autre des réseaux. Il doit se brancher aux installations d'alimentation électrique existantes, conformément au Code canadien de l'électricité, CSA C22.1-12.
- .3 La prestation de services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences de ce dernier, et l'ingénieur peut y mettre fin n'importe quand, sans donner de préavis ou accepter quelque responsabilité que ce soit liée aux dommages ou aux retards causés par le retrait desdits services.

1.09 CODES ET NORMES

- .1 L'entrepreneur doit observer et faire respecter les règles de sécurité conformément à la Partie II du *Code canadien du travail* et à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de Travail sécuritaire NB. La preuve à cet effet doit être fournie à TPSGC avant l'attribution du contrat.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les exigences du Système d'information sur

les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relativement à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses; il doit aussi satisfaire aux exigences relatives à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par Ressources humaines et Développement des compétences Canada et par Santé Canada.

- .4 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger et éviter d'endommager les véhicules, les arbres, les structures, les propriétés et les installations environnantes. L'entrepreneur doit réparer sans tarder, à la satisfaction de l'ingénieur, les dommages causés aux propriétés et aux installations. Il incombera à l'entrepreneur de réparer les dommages causés à tout véhicule.
- .5 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des normes, codes et autres documents prescrits, ou les dépasser. En cas d'incompatibilité entre les dispositions énoncées dans ces documents, la plus rigoureuse s'appliquera.

1.10 STRUCTURES TEMPORAIRES

- .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout le matériel temporaire nécessaire à la bonne exécution des travaux, comme les échelles, les rampes, les échafaudages, les treuils, les goulottes, etc.
- .2 Les structures temporaires érigées par l'entrepreneur demeurent sa propriété; il devra les retirer du chantier à la fin des travaux.

1.11 NETTOYAGE

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit enlever tout le matériel de surplus ainsi que les débris. Il doit laisser le lieu de travail propre et en bon état, à l'entière satisfaction de l'ingénieur. L'entrepreneur ne doit pas retirer du chantier du matériel ou de l'équipement récupérables sans l'autorisation de l'ingénieur.

1.12 PORTÉE DES TRAVAUX

- .1 Les services de déneigement et de déglçage (D et D) comprendront au moins ce qui suit :
 - .1 enlever toute la neige et épandre un mélange de déglçage sur les routes, les aires de stationnement, les parcs de stationnement, autour des bornes d'incendie, sur les entrées de porte et les allées comprises dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe A après chaque chute de neige ou de verglas, ou selon les besoins pendant les mois de novembre à mars;
 - .2 enlever toute la neige et épandre un mélange de déglçage sur les routes, les aires de stationnement, les parcs de stationnement, autour des bornes d'incendie, sur les entrées de porte et les allées comprises dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe A quand l'ingénieur le demande, en octobre et en avril;
 - .3 enlever la neige des propriétés du MDN et la déposer à un emplacement approuvé par la province, quand l'ingénieur le demande.
- .2 Le mélange de déglçage doit être un mélange d'un sac (9,7 kg) de chlorure de calcium et d'un sac (9,7 kg) de chlorure de sodium avec 0,75 m³ de sable. L'épandage doit se faire à un taux de 60 à 120 mL/m².

- .3 Il incombe à l'entrepreneur de garantir en tout temps la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons dans les zones indiquées à l'annexe A, du mois de novembre au mois de mars, sept (7) jours par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.
- .4 L'entrepreneur devra installer des balises à neige aux endroits où des objets se trouvant dans la zone de service pourraient nuire aux activités de déneigement et de déglacage ou risqueraient d'être endommagés par de l'équipement.
 - .1 Les balises à neige doivent être installées avant que le sol ne gèle et bien avant la première chute de neige prévue.
 - .2 Les balises à neige doivent être en bois ou en métal et être suffisamment longues pour dépasser l'épaisseur de neige attendue dans le secteur. Pour assurer une meilleure visibilité, il faut que la partie supérieure de la balise (150 mm) soit peinte, indiquée par un drapeau ou un ruban ou dotée d'un délinéateur de couleur.
 - .3 L'emplacement de tous les objets qui se trouvent dans la zone de service et qui pourraient être recouverts de neige doit être indiqué par une balise à neige. Ces objets comprennent ce qui suit, entre autres : les bornes d'incendie, les caniveaux, les sections isolées de bordures, les bassins collecteurs, les puisards d'entrée et d'autres ouvrages de drainage.
 - .4 L'entrepreneur surveillera les balises à neige pendant toute la saison et il les remplacera, au besoin. Les balises à neige devront être enlevées à la fin de la saison hivernale.
- .5 L'entrepreneur devra réparer tout dommage aux structures, aux propriétés et aux installations avoisinantes causé par son matériel de déneigement à la fin de la saison de déneigement. Cela comprend également l'enlèvement du sable, des pierres et des débris des zones gazonnées et la réparation des dommages à la pelouse.
- .6 L'entrepreneur doit enlever le sable, les pierres et les débris accumulés sur les routes, dans les aires stationnement et les parcs de stationnement, autour des bornes d'incendie et dans les entrées de porte et les allées, à la fin de la saison de déneigement.
- .7 Les services de tonte de la pelouse comprendront au moins ce qui suit :
 - .1 tondre à 75 mm de hauteur;
 - .2 tailler à 75 mm de hauteur;
 - .3 enlever les résidus de tonte des trottoirs et des zones revêtues en dur;
 - .4 nettoyer toutes les zones comprises dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe B.
- .8 L'entrepreneur doit effectuer les travaux suivants :
 - .1 tondre la pelouse toutes les deux semaines entre la mi-mai et la fin du mois de septembre dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe B;
 - .2 tailler la pelouse et les mauvaises herbes le long des bâtiments, des clôtures (des deux côtés), autours des bornes d'incendie, des poteaux et des poteaux de chauffe-moteur pour véhicules, près des panneaux, des plates-bandes et des massifs de fleurs, des haies, des arbres et de tout autre obstacle physique compris dans l'aire ombrée en gris présentée à l'annexe B.
- .9 La taille doit être effectuée dans un délai de quatre (4) heures après la tonte de la pelouse.

- .10 Enlever les débris qui se trouvent sur la pelouse et les jeter dans la benne à ordures dans l'emplacement avant d'effectuer les travaux de tonte et de taille.
- .11 L'entrepreneur doit s'assurer que les résidus de tonte ne sont pas rejetés sur les routes, les trottoirs et les plates-bandes.
- .12 L'entrepreneur doit tondre le gazon dans le fond des fossés et sur les pentes à une hauteur de 75 mm.
- .13 Exécuter les travaux de déneigement, de déglacage, de tonte des pelouses et d'entretien paysager à l'entière satisfaction de l'ingénieur.

1.13 ÉQUIPEMENT

- .1 L'entrepreneur doit fournir une main-d'œuvre et de l'équipement en quantité suffisante pour effectuer les travaux de déneigement et de déglacage et pour assurer une bonne adhérence dans toutes les aires indiquées à l'annexe A trois (3) heures après une chute de neige ou de verglas, ou au besoin.
- .2 L'entrepreneur doit fournir, avec sa soumission, une liste du matériel qu'il prévoit utiliser pour effectuer le déneigement et le déglacage. Dans la liste, il doit inclure le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
 - .1 Le matériel minimal nécessaire pour fournir les services de déneigement et de déglacage comprend ce qui suit :
 - .1 un camion à quatre roues motrices doté d'un chasse-neige hydraulique et d'une épandeuse à sable intégrée pouvant épandre le mélange de déglacage indiqué à l'alinéa 1.13.2;
 - .2 un chargeur à pneus de caoutchouc (110 hp nets au moins) muni d'un godet (taille minimale : 1,7 m³) et d'un chasse-neige (largeur minimale 152 cm);
 - .3 camion de trois tonnes à benne basculante (taille minimale : 11,4 m³);
 - .4 un chasse-neige poussée de 10 hp ou plus.
- .3 L'entrepreneur doit fournir une main-d'œuvre et un l'équipement en quantité suffisante pour tondre la pelouse dans toutes les zones indiquées à l'annexe B, dans un délai d'un (1) jour civil.
- .4 L'entrepreneur doit fournir, avec sa soumission, une liste du matériel qu'il prévoit utiliser pour tondre les pelouses. Dans la liste, il doit inclure le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
- .5 On doit pouvoir régler et ajuster les tondeuses sur place pour tondre la pelouse à la hauteur prescrite dans le devis. Tous les dispositifs de protection montés sur le matériel doivent toujours être entretenus et utilisés selon les directives du fabricant. Il est interdit d'utiliser des tondeuses qui scalpent ou endommagent la pelouse.
- .6 Avant la signature du contrat, l'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires avec l'ingénieur pour faire inspecter le matériel. Si l'équipement ne répond pas aux exigences de l'ingénieur, l'entrepreneur devra remplacer l'équipement, à la satisfaction de l'ingénieur, pour que le contrat lui soit accordé.
- .7 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de services doivent

être immatriculés, et les conducteurs doivent détenir les permis nécessaires, conformément aux règlements pertinents du Nouveau-Brunswick. La preuve à cet effet doit être fournie à TPSGC avant l'attribution du contrat.

- .8 Les véhicules utilisés aux fins du présent contrat de services seront inspectés conformément aux règlements pertinents de la province du Nouveau-Brunswick.
- .9 Les véhicules utilisés aux fins du présent contrat de services doivent être couverts par une assurance responsabilité civile et contre les dommages matériels d'une valeur minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$). La preuve à cet effet doit être fournie à TPSGC avant l'attribution du contrat.
- .10 Les véhicules utilisés aux fins du présent contrat de services doivent être dotés de phares, d'un klaxon, de clignotants, de rétroviseurs, d'un avertisseur sonore de recul et d'un gyrophare rotatif (360 degrés) monté sur le toit du véhicule.
- .11 Tout l'équipement doit toujours être maintenu en excellent état, pendant toute la durée du contrat de services. L'équipement doit être inspecté régulièrement et entretenu conformément aux exigences de l'ingénieur.
- .12 L'entrepreneur doit tenir un registre de tout le carburant utilisé dans chaque équipement, en précisant la marque et le modèle de ce dernier. Il doit également indiquer le type de carburant utilisé (essence, diesel, carburant mixte, etc.) et la puissance (en hp) de l'équipement.

1.14 QUANTITÉS ET BASE DE PAIEMENT

- .1 Les travaux exécutés en vertu du présent contrat de services seront payés en fonction d'un prix unitaire et d'un taux horaire. Les factures correspondent à tout ce que l'entrepreneur fournit ou réalise dans le cadre des travaux, et l'entrepreneur les reconnaîtra comme telles.
- .2 Conformément au présent devis, l'entrepreneur doit soumettre ses prix unitaires et ses taux horaires. Ces prix doivent comprendre la supervision, les frais, les outils, le matériel, le transport (le temps de déplacement à destination et en provenance de la base d'opération de l'entrepreneur doit être compris dans les tarifs fournis) et les profits.
 - .1 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglçage, après chaque chute de neige ou de verglas, ou selon les besoins, pour les mois de novembre à mars, conformément à l'annexe A, au manège militaire Newcastle. **Nombre de mois : (cinq)**
 - .2 Prix par occurrence pour le déneigement et le déglçage des routes, des aires de stationnement, des parcs de stationnement, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des allées, y compris l'épandage d'un mélange de déglçage, à la demande de l'ingénieur, au manège militaire Newcastle, conformément à l'annexe A, pour les mois d'octobre et d'avril. **Quantités estimatives : (cinq)**
 - .3 Taux horaire pour le déneigement de la propriété du MDN et le transport de la neige à un emplacement approuvé par la province, quand l'ingénieur le demande. **Temps estimatif : (40 heures).**

| | | |
|-----------------------------|----------------------|------------------|
| DÉFENSE NATIONALE | INSTRUCTIONS | SECTION 00 21 13 |
| CONTRAT N° L-N30/1-9301/112 | AUX SOUMISSIONNAIRES | PAGE 7 |
| BS 5 DIV C GAGETOWN (N.-B.) | | 2016-08-17 |

- .4 Tarif mensuel pour la tonte des pelouses de toutes les aires du manège militaire Newcastle figurant dans l'annexe B, des mois de mai à septembre. **Nombre de mois: (cinq)**
- .5 Prix unitaire pour la coupe et la taille des pelouses au manège militaire Newcastle, conformément à l'annexe B, quand l'ingénieur le demande. **Quantité estimative : (5)**
- .6 Taux horaire pour l'entretien paysager, quand l'ingénieur le demande. **Temps estimatif : (40 heures).**
- .7 Taux horaire pour la fourniture d'une tondeuse rotative de 2 m, ainsi que l'opérateur, quand l'ingénieur le demande. **Temps estimatif : (40 heures).**
- .3 Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de majoration. Les factures établies pour les matériaux serviront de document à l'appui; l'entrepreneur devra les remettre en même temps que les autres factures, une fois les travaux terminés. L'entrepreneur doit indiquer le pourcentage de marge bénéficiaire brute appliqué au prix des matériaux, aux fins de la soumission. **Somme estimative : cinq mille dollars (5 000 \$).**
- .4 Il se peut que les quantités indiquées aux alinéas 1.14.2.2, 1.14.2.3, 1.14.2.5, 1.14.2.6, 1.14.2.7 et 1.14.3 augmentent ou diminuent. Elles servent uniquement de guide pour l'appel d'offres. Les quantités ne sont pas garanties, et l'entrepreneur ne pourra réclamer aucune perte de profits prévus attribuable à ces estimations.
- .5 Le temps facturé et le prix prévu au contrat peuvent faire l'objet d'une vérification comptable par le gouvernement, et ce, avant et après le paiement effectué aux termes du présent contrat de services.
- .6 L'entrepreneur doit pouvoir assurer les services de déneigement et de déglacage sept (7) jours sur sept, du dimanche au samedi inclusivement.
- .7 Pour les services de tonte des pelouses, l'entrepreneur doit être disponible huit (8) heures par jour pendant les heures normales de travail, soit entre 7 h 30 et 16 h, et ce, cinq (5) jours par semaine, du lundi au vendredi inclusivement.
- .8 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur le numéro de téléphone ou le lieu où lui ou son représentant peuvent être joints en tout temps.
- .9 Une fois la soumission acceptée, l'ingénieur communiquera avec l'entrepreneur pour lui fournir par écrit la liste des personnes autorisées à faire une demande de services. Tous les travaux exécutés à la demande d'autres personnes (par exemple les occupants d'un bâtiment) devront être facturés à ces personnes, et l'entrepreneur acceptera tous les risques quant au paiement.
- .10 L'entrepreneur ne doit refuser aucune demande de services faite par l'ingénieur et il doit fournir les services dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'heure de la demande. Lorsqu'un service supplémentaire est nécessaire, la personne autorisée doit en aviser l'entrepreneur et préciser le travail à effectuer.
- .11 L'entrepreneur doit informer l'ingénieur ou la personne autorisée de son arrivée et de son départ et signer le registre au début et à la fin de chaque journée de travail.

- .12 Chaque mois, l'entrepreneur doit présenter une facture détaillant tous les frais. La facture doit préciser le type de services offerts, le lieu et le taux horaire. De plus, la facture doit indiquer le numéro de contrat, le numéro de commande et le numéro de la demande de travaux. Dans toutes les factures établies pour des travaux supplémentaires, il faut indiquer les noms des techniciens, les dates et les heures auxquelles ils ont travaillé.

1.15 AUTORISATION DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux dans le cadre du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les conducteurs et les manœuvres. Il doit remettre cette liste à l'ingénieur quand celui-ci la demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur, quand il la demande, une preuve validant tous les renseignements exigés. L'ingénieur se réserve le droit de faire sortir du lieu de travail toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité définies par la Police militaire.
- .3 Conformément aux procédures de sécurité, l'entrepreneur doit fournir, à ses frais, à l'ingénieur et à la demande de celui-ci, un double du certificat de police canadien pour chaque employé qui travaillera dans le cadre du présent contrat de services.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 *Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail, L.N.-B., 1991*
- .3 *Code national du bâtiment, Canada, 2010.*

1.02 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Exécuter les travaux conformément aux mesures de sécurité prescrites par le *Code national du bâtiment du Canada* de 2010, le *Code canadien du travail*, Partie II, la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick et *Travail sécuritaire NB*, en se rappelant qu'en cas de contradiction ou de divergence entre les exigences énoncées dans ces documents, l'exigence la plus rigoureuse s'applique.

1.03 RESPONSABILITÉS

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de veiller sur la santé et la sécurité de toutes les personnes présentes sur les lieux de travail. Les travaux pourraient avoir une incidence sur les personnes, les biens et l'environnement, sur les lieux de travail ou dans les environs, auquel cas l'entrepreneur doit veiller à leur protection.
- .2 L'entrepreneur et tous ses employés sont tenus de respecter toutes les règles de sécurité précisées dans les documents contractuels ainsi que dans l'ensemble des lois, règlements et ordonnances fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur, et se conformer à toutes les dispositions qu'il aura énoncées dans son plan relatif à la santé et à la sécurité propre audit lieu de travail.
- .3 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, l'entrepreneur doit élaborer un plan propre au chantier en matière de santé et de sécurité qui comprenne une procédure d'entrée dans les espaces clos, si l'ingénieur juge que des travaux se dérouleront dans des espaces clos. Les travaux de ce genre ne pourront être entrepris avant l'approbation de ce plan par l'ingénieur.
- .4 Le détachement des opérations immobilières (Gagetown) suit une procédure de verrouillage et d'étiquetage pour prévenir les accidents de travail causés par la mise sous tension des appareils électriques ou la mise en marche des appareils mécaniques, pendant que des employés se trouvent à proximité de ces appareils ou s'en servent. L'entrepreneur doit respecter les cadenas et étiquettes en place. Il ne doit jamais faire sauter un verrou ni enlever une étiquette. Si l'entrepreneur a besoin de les retirer pour effectuer des travaux, il doit d'abord soumettre une demande écrite à l'ingénieur.
- .5 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur d'appliquer ses propres mesures de

verrouillage et d'étiquetage pour s'assurer qu'aucun matériel n'est mis en marche par mégarde par quelqu'un d'autre pendant que des employés se trouvent à proximité de ce matériel ou s'en servent.

- .6 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuel (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés. Les employés doivent porter un casque et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.04 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 Au cas où se manifesterait une situation, un facteur ou un risque imprévu ou particulier relatif à la sécurité pendant l'exécution d'une tâche, l'entrepreneur doit établir des mesures visant à permettre à ses employés d'exercer leur droit de refuser d'exécuter cette tâche en vertu des dispositions prévues dans les lois et règlements du Nouveau-Brunswick. L'entrepreneur doit informer l'ingénieur verbalement et par écrit sur toute situation où un employé décide d'exercer ce droit.

1.05 CORRECTION DES PROBLÈMES DE NON-CONFORMITÉ

- .1 L'entrepreneur doit régler sans délai tout problème de non-conformité relatif à la santé et à la sécurité qu'aura relevé une autorité compétente ou l'ingénieur.
- .2 L'entrepreneur doit fournir un rapport écrit à l'ingénieur sur la mesure prise pour remédier au problème.
- .3 L'ingénieur peut interrompre les travaux si la non-conformité aux règlements sur la santé et la sécurité persiste.

1.06 INTERRUPTION DES TRAVAUX

- .1 La sécurité et la santé du personnel et de la population et la protection de l'environnement doivent l'emporter sur les considérations d'ordre financier et le respect des échéances.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SIGNALER LES INCENDIES

- .1 Savoir où se trouvent l'avertisseur d'incendie et le téléphone le plus près ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .2 Signaler immédiatement au Service des pompiers tout incident lié à la sécurité incendie de la façon suivante :
 - .1 composer le 911.
- .3 En signalant un incendie par téléphone, indiquer le lieu de l'incendie et le nom ou le numéro du bâtiment et être prêt à donner des détails sur ce lieu.

1.02 SYSTÈMES INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET D'AVERTISSEUR D'INCENDIE

- .1 En ce qui concerne les systèmes de protection contre un incendie et les avertisseurs d'incendie, il ne faut jamais :
 - .1 en obstruer l'accès;
 - .2 les fermer;
 - .3 les désactiver à la fin d'une journée ou d'un quart de travail, sans l'autorisation du chef du Service des pompiers.
- .2 Les bornes-fontaines, colonnes montantes et tuyaux souples ne doivent servir qu'aux fins de la lutte contre l'incendie, à moins que le chef du Service des pompiers en ait autorisé l'utilisation à d'autres fins.

1.03 EXTINCTEURS

- .1 Fournir le nombre d'extincteurs d'incendie fixé par le chef du Service des pompiers pour protéger les travaux en cours et les installations physiques de l'entrepreneur sur les lieux.

1.04 ENTRAVE À LA CIRCULATION

- .1 Informer le chef du Service des pompiers sur tous les travaux qui pourraient bloquer l'accès aux engins d'incendie : signaler notamment le non-respect de la hauteur libre minimale prescrite par le chef du Service des pompiers, la mise en place de barrières ou le creusement de tranchées.

1.05 PRÉCAUTIONS RELATIVES À L'USAGE DU TABAC

- .1 Toujours respecter les politiques relatives à l'usage du tabac.

1.06 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Les rebuts et déchets doivent être réduits au minimum.
- .2 Il est interdit de brûler des rebuts sur les lieux.
- .3 Enlèvement :

- .1 Débarrasser le chantier de tout rebut et déchet à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposage :
 - .1 Il faut entreposer les déchets d'hydrocarbures dans des contenants approuvés pour garantir la propreté et la sécurité au maximum.
 - .2 Entreposer les chiffons imbibés de graisse ou d'huile et les matériaux pouvant s'enflammer spontanément dans des contenants approuvés et les enlever des lieux.

1.07 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada* (édition en vigueur).
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou d'autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. Il est interdit d'entreposer plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de travaux, à moins que le chef du Service des pompiers l'ait autorisé.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38° C (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé les liquides inflammables et combustibles usés. Les quantités entreposées doivent être minimales en tout temps, et le Service des pompiers doit être avisé lorsqu'il est temps de procéder à leur élimination.

1.08 SUBSTANCES DANGEREUSES

- .1 Les travaux qui nécessitent l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques et/ou d'explosifs, ou qui présentent des risques pour la vie, la sécurité ou la santé doivent être exécutés conformément au *Code national de prévention des incendies du Canada*.
- .2 Obtenir du chef du Service des pompiers une autorisation de travail à chaud pour tous les travaux qui, dans les bâtiments ou les installations, nécessitent des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Il revient au chef du Service des pompiers d'évaluer le risque que présente un endroit et le niveau de protection nécessaire de la part du personnel de surveillance. Il incombe à l'entrepreneur de fournir les

services de surveillance selon le niveau de protection établi avec le chef du Service des pompiers durant la réunion tenue en vue des travaux.

- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Le chef du Service des pompiers doit être informé au début et à la fin de ce type de travaux.

1.09 RENSEIGNEMENTS ET/OU PRÉCISIONS

- .1 Transmettre toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service des pompiers, par l'intermédiaire de l'ingénieur.

1.10 INSPECTION INCENDIE

- .1 Les inspections du lieu de travail effectuées par le chef du Service Des pompiers sont coordonnées par l'intermédiaire de l'ingénieur.
- .2 Le chef du Service des pompiers doit avoir libre accès au lieu de travail.
- .3 L'entrepreneur doit coopérer avec le chef du Service des pompiers au cours de l'inspection réglementaire sur le lieu de travail.
- .4 L'entrepreneur doit corriger toute situation qui présente un risque d'incendie et que repère le chef du Service des pompiers.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRALITÉS

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses employés respectent toutes les lois pertinentes et qu'ils se soucient de la protection de l'environnement.

1.02 FEUX

- .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur les lieux de travail.

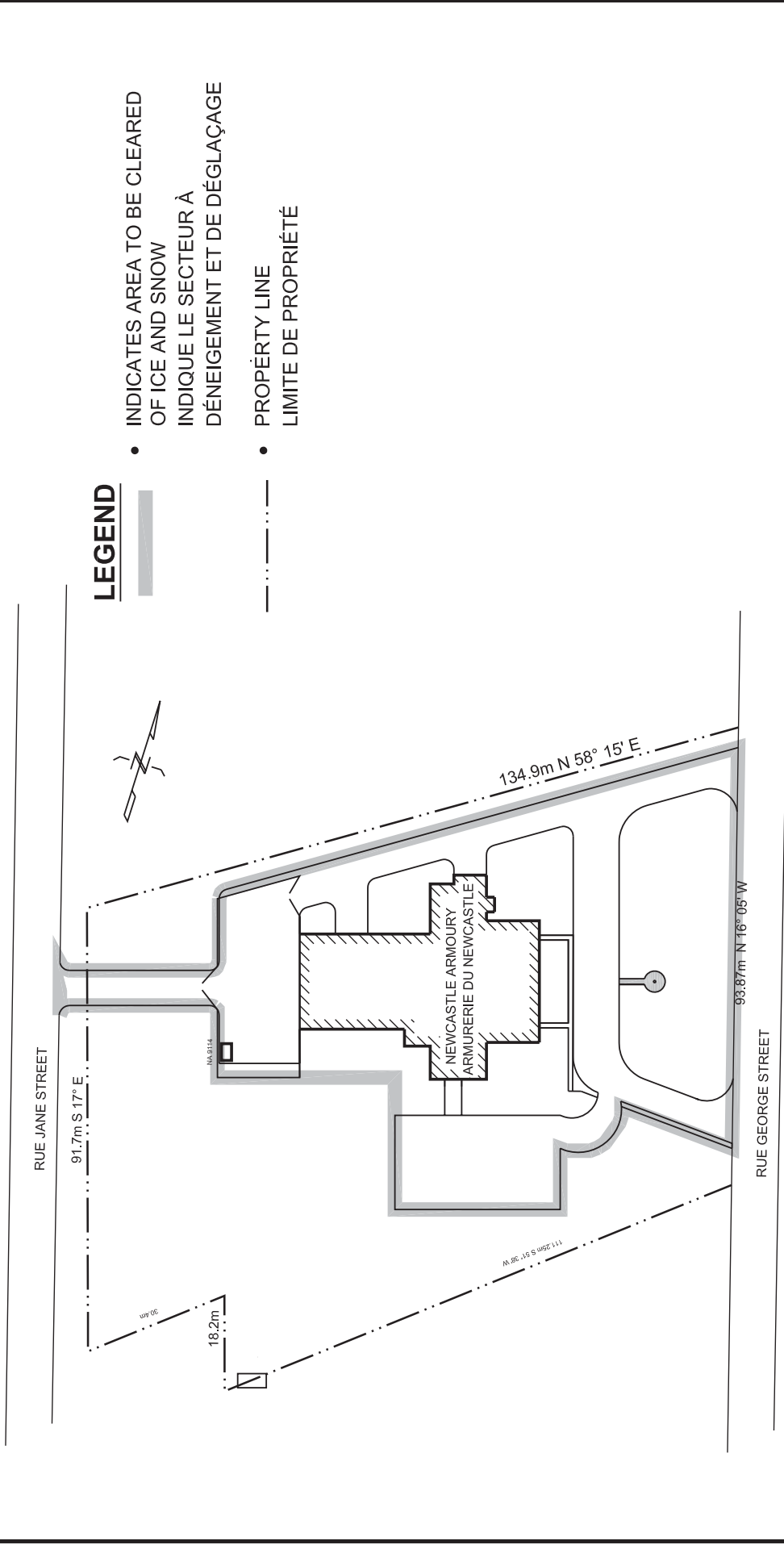
1.03 ENLÈVEMENT DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enterrer des déchets et des rebuts sur place à moins d'avoir obtenu l'autorisation de l'ingénieur.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets, des matières volatiles, des essences minérales, de l'huile ou du diluant dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires.

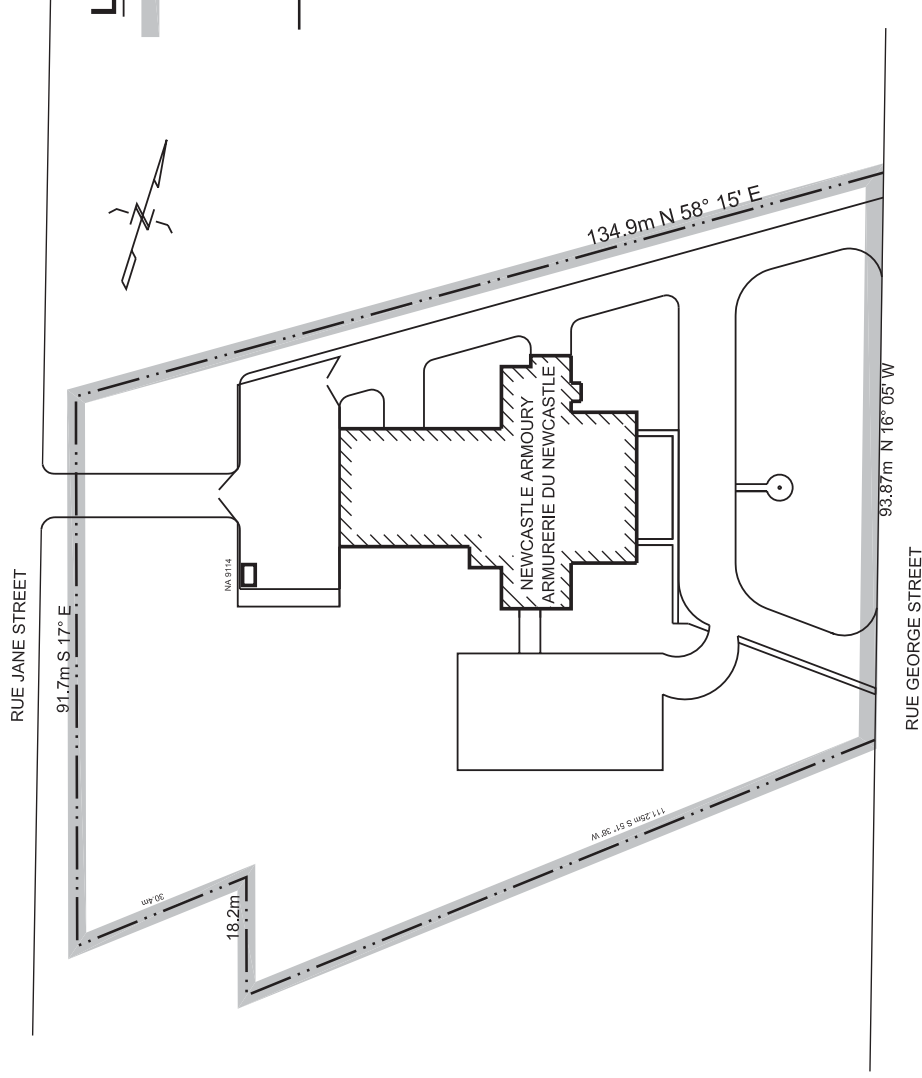
1.04 MESURE DE PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS

- .1 L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel voulu pour procéder au nettoyage de tout déversement éventuel de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (p. ex. mousses, carburants, huiles, lubrifiants, etc.).

FIN DE LA SECTION



| | | | |
|--|--|-----------------------|------------------|
| PROJECT: NEWCASTLE ARMOURY PROJET: ARMURERIE DU NEWCASTLE | | APPROVED: APPROUVÉ | |
| | | PAR: | |
| | | SCALE: ÉCHELLE: | N.T.S. |
| | | WBS NO.: | |
| | | NO. OTP: | |
| | | PF NO.: | |
| | | NO. DP: | SC |
| | | DWG NO.: | 1 |
| | | NO. DESSIN: | 2 |
| | | | L-N30/1-9301/112 |



LEGEND

- AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE
TONTE DE GAZON LIMITE
- PROPERTY LINE
LIMITE DE PROPRIÉTÉ

PROJECT: NEWCASTLE ARMOURY
PROJET: ARMURERIE DU NEWCASTLE

SUBJECT: GRASS CUTTING
SUJET: TONTE DU GAZON

DATE: 2016/08/17

APPROVED:
APPROUVÉ
PAR:

SCALE:
ÉCHELLE: N.T.S.

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:
NO. DESSIN:

SC

L-N30/1-9301/112